



Assemblée générale

Distr. générale
9 octobre 2023
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session

Point 114 a) de l'ordre du jour

Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections

Élection de membres du Comité du programme et de la coordination

Note du Secrétaire général

1. Conformément à la résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et à la décision 42/450 de l'Assemblée générale, les candidatures aux sièges devenus vacants au Comité du programme et de la coordination sont présentées par le Conseil, et les membres sont élus par l'Assemblée.

2. En 2023, la composition du Comité est la suivante (le mandat expire le 31 décembre de l'année indiquée) : Argentine (2025) ; Arménie (2023) ; Bélarus (2023) ; Belgique (2024) ; Botswana (2024) ; Brésil (2023) ; Cameroun (2023) ; Chili (2024) ; Chine (2025) ; Costa Rica (2023) ; Cuba (2023) ; République dominicaine (2023) ; Érythrée (2023) ; Eswatini (2023) ; France (2024) ; Allemagne (2023) ; Inde (2023) ; Iran (République islamique d') (2023) ; Italie (2023) ; Japon (2023) ; Kenya (2024) ; Libéria (2025) ; Mali (2023) ; Malte (2023) ; Maroc (2025) ; Pakistan (2023) ; Paraguay (2024) ; Philippines (2025) ; Pologne (2023) ; République de Corée (2025) ; Fédération de Russie (2024) ; Tunisie (2025) ; Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2023) ; États-Unis d'Amérique (2023).

3. À sa soixante-dix-huitième session, l'Assemblée générale sera chargée d'élire 20 membres proposés par le Conseil économique et social, en vue de pourvoir les sièges qui deviendront vacants le 31 décembre 2023, à l'expiration du mandat des pays suivants : Allemagne, Arménie, Bélarus, Brésil, Cameroun, Costa Rica, Cuba, Érythrée, Eswatini, États-Unis, Inde, Iran (République islamique d'), Italie, Japon, Mali, Malte, Pakistan, Pologne, République dominicaine et Royaume-Uni.

4. En application de la décision 42/450 de l'Assemblée générale, les sièges vacants doivent être pourvus comme suit :

- a) Quatre membres à choisir parmi les États d'Afrique ;
- b) Quatre membres à choisir parmi les États d'Asie et du Pacifique ;
- c) Trois membres à choisir parmi les États d'Europe orientale ;



d) Quatre membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes ;

e) Cinq membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

5. Par sa décision 2023/213 A, le Conseil économique et social a présenté la candidature des 17 États Membres suivants en vue de leur élection par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2024 : Afrique du Sud, Allemagne, Arménie, Brésil, Cameroun, Côte d'Ivoire, États-Unis, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Japon, Mexique, Pakistan, Royaume-Uni, Rwanda et Uruguay.

6. Par la suite, par ses décisions 2023/213 B et 2023/213 C, le Conseil économique et social a présenté la candidature de la Pologne et du Costa Rica, respectivement, en vue de leur élection par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2024.

7. La répartition géographique des États Membres dont la candidature est proposée est la suivante :

a) États d'Afrique (quatre postes vacants) : Afrique du Sud, Cameroun, Côte d'Ivoire et Rwanda ;

b) États d'Asie et du Pacifique (quatre postes vacants) : Inde, Iran (République islamique d'), Japon et Pakistan ;

c) États d'Europe orientale (trois sièges vacants) : Arménie et Pologne¹ ;

d) États d'Amérique latine et des Caraïbes (quatre sièges vacants) : Brésil, Costa Rica, Mexique et Uruguay ;

e) États d'Europe occidentale et autres États (cinq postes vacants) : Allemagne, États-Unis, Israël, Italie et Royaume-Uni.

¹ Il reste à proposer la candidature d'un membre parmi les États d'Europe orientale en vue de son élection par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2024.